

DELIBERATION 2015/56

- Vu le Code de l'éducation,
- Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'Université de la Polynésie française,
- Vu les statuts de l'Université de la Polynésie française adoptés le 11 décembre 2008, modifiés,
- Vu l'avis du comité technique du 26 novembre 2015,

Sur rapport du Président de l'Université,
Le Conseil d'Administration en date du **08 décembre 2015**, et suivant le quorum,

Prend la délibération suivante :

ARTICLE 1 : Les statuts de l'université de la Polynésie française sont modifiés conformément au document joint en annexe.

Vote	Pour	22
	Contre	0
	Abstention	0

ARTICLE 2 : La Directrice Générale des Services de l'Université de la Polynésie française est chargée de la publication et de l'exécution de la présente délibération dans les conditions réglementaires en vigueur.

A PUNAAUIA, le 08 décembre 2015



Le Président,


Pr. Eric CONTE

UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TITRE I - L'UNIVERSITÉ ET SES MISSIONS

TITRE II - COMPOSITION DE L'UNIVERSITÉ

**TITRE III - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE
L'UNIVERSITÉ**

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

TITRE I - L'UNIVERSITÉ ET SES MISSIONS

Article 1 : Établissement public national

L'université de la Polynésie française (UPF) est un établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel. Établissement public national d'enseignement supérieur et de recherche, l'UPF jouit de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

Elle a son siège à Punaauia (Tahiti).

Article 2 : Autonomie de l'université

L'UPF assure les missions du service public de l'enseignement supérieur fixées par l'article L123-3 du Code de l'éducation.

Elle définit sa politique de formation, de recherche et de documentation dans le cadre de la réglementation nationale et dans le respect du contrat pluriannuel d'établissement qu'elle signe avec le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur la base de son projet et des objectifs nationaux (L711-1).

Le contrôle de la légalité de ses actes est assuré directement par le ministre de l'enseignement supérieur qui exerce les compétences dévolues au recteur-chancelier (L773-3).

L'UPF a pour partenaire principal la Polynésie française, collectivité d'outre-mer dotée de l'autonomie, que la loi statutaire du 27 février 2004 associe à l'élaboration des contrats d'établissement et qui détermine avec l'État la carte de l'enseignement universitaire et de la recherche.

Article 3 : Formation initiale et continue

L'UPF assure la formation initiale et participe à la formation continue, en étroite liaison avec la recherche. Elle dispense des enseignements fondamentaux, scientifiques, culturels et professionnels. Dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de site pour la formation supérieure, elle organise son offre de formation en liaison avec les milieux professionnels (L123-4) et la Polynésie française.

Elle délivre des diplômes nationaux sanctionnant les connaissances, les compétences et les éléments de qualification professionnelle acquis, permettant aux étudiants d'obtenir les grades de licence, master et de doctorat. Elle peut en outre délivrer des diplômes d'établissement (L612-1).

L'UPF concourt à la formation des cadres de la Polynésie française, nécessaire au progrès social, économique et culturel, tant par la formation initiale que par la formation continue et la validation des acquis de l'expérience, notamment à la formation des élus locaux.

Elle assure la formation initiale et continue des maîtres, notamment au sein de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation, composante de l'UPF, en liaison avec l'État et la Polynésie française.

Article 4 : Recherche

L'UPF s'attache à développer et à valoriser la recherche. Elle favorise la formation à la recherche et par la recherche. Elle assure la diffusion des connaissances et des résultats de la recherche au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable.

Elle contribue à la politique de développement scientifique et technologique en liaison avec les organismes de recherche, l'État et la Polynésie française.



L'UPF participe à l'étude et à la mise en valeur des éléments du patrimoine polynésien.

Dans le cadre du contrat pluriannuel d'établissement, le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche reconnaît les structures de recherche et accrédite son école doctorale.

Afin de répondre aux besoins de recherche propres à la Polynésie française, en cohérence avec les besoins économiques et sociaux locaux, l'UPF coordonne la politique de site en matière de recherche, notamment en organisant une conférence trimestrielle permettant les échanges et la complémentarité entre ses laboratoires et l'ensemble des organismes de recherche implantés en Polynésie française (L773-4).

Article 5 : Orientation et insertion professionnelle

L'UPF concourt à l'orientation active des lycéens qui, ayant sollicité une préinscription, bénéficient du dispositif d'information et d'orientation qu'elle a mis en place en concertation avec les lycées et le ministre de l'éducation de la Polynésie française. Elle organise à chaque rentrée l'accueil des étudiants nouvellement inscrits (L612-3).

L'UPF prend toute initiative facilitant le choix des formations ainsi que la réorientation des étudiants, notamment à la fin du premier semestre. Elle diffuse la plus large information sur le contenu des études supérieures et le type de fonctions et d'activités auxquelles elles préparent.

L'UPF contribue à l'orientation, la promotion sociale et à l'insertion professionnelle des étudiants qui reposent sur leur projet, leurs aspirations et leurs capacités, en liaison avec les milieux professionnels et les autorités de la Polynésie française.

Elle rend publique des statistiques comportant des indicateurs de réussite aux examens et aux diplômes, de poursuite d'études et d'insertion professionnelle des étudiants (L612-1).

Article 6 : Ouverture sur l'environnement, la Polynésie, le Pacifique, le monde

L'UPF développe la coopération internationale en contribuant aux débats d'idées et aux rencontres des cultures. Elle concourt à l'accueil d'étudiants et de chercheurs étrangers, en priorité de la région Pacifique. Elle facilite le séjour, les études et les recherches de ses étudiants, enseignants et chercheurs dans les universités avec lesquelles elle se lie par convention.

L'UPF concourt à la diffusion de la culture humaniste en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle. Elle développe une documentation moderne et intégrée dans les réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Elle contribue au développement des activités culturelles, sportives et sociales des étudiants et des personnels.

L'UPF met en œuvre les moyens nécessaires à l'exercice par ses usagers et ses personnels des langues vivantes étrangères et polynésiennes. Elle veille à la promotion de la langue française tant en Polynésie française que dans le Pacifique. Elle contribue au rayonnement international des outre-mer.

TITRE 2 - COMPOSITION DE L'UNIVERSITÉ

Article 7 : Composantes (L713-1)

L'UPF est composée de trois départements, de plusieurs laboratoires et structures fédératives, et d'une École Supérieure du Professorat et de l'Éducation.

Trois départements couvrent les secteurs de formation suivants :

- Droit, économie – gestion (groupes 1 et 2 du Conseil National des Universités - CNU)
- Lettres, langues et sciences humaines (groupes 3a, 3b, 4a, 4b, 14a, 14b et 20 du Conseil National des Universités - CNU)
- Sciences, Technologies et santé (groupes 5a, 5b, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du Conseil National des Universités - CNU)



L'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) de la Polynésie française, est une composante de l'UPF créée sur proposition du conseil d'administration de l'université et accréditée par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle est l'objet d'une collaboration forte entre l'UPF, l'État et le gouvernement de la Polynésie française.

Article 8 : Règles applicables aux départements et laboratoires (L713-1)

Les départements et laboratoires sont créés par délibération du conseil d'administration de l'université après avis du conseil académique et du comité technique de l'établissement. Leur création, suppression ou regroupement sont inscrits dans le contrat pluriannuel d'établissement.

Ils déterminent leurs règlements intérieurs qui sont approuvés par le conseil d'administration.

Le président de l'université les associe à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement.

Article 9 : L'ESPE (L721-3)

L'école supérieure du professorat et de l'éducation de la Polynésie française (ESPE) s'inscrit dans un projet partenarial de formation initiale et continue des professionnels de l'enseignement, de l'éducation et de la formation associant le Vice-Rectorat de la Polynésie française, la Polynésie française ainsi que l'UPF. L'ESPE a été créée sur proposition du CA de l'UPF, dont elle est une composante au sens des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 713-1 du code de l'éducation.

L'ESPE est administrée, à parité de femmes et d'hommes, par un conseil de l'école et dirigée par un directeur. Elle comprend également un conseil d'orientation scientifique et pédagogique.

Le conseil de l'école adopte les règles relatives aux examens et les modalités de contrôle des connaissances. Il adopte le budget de l'école et approuve les contrats pour les affaires intéressant l'école. Il soumet au CA de l'UPF la répartition des emplois. Il est consulté sur les recrutements de l'école.

Le directeur de l'école :

- prépare les délibérations du conseil de l'école et en assure l'exécution.
- a autorité sur l'ensemble des personnels de l'ESPE
- a qualité pour signer, au nom de l'UPF, les conventions relatives à l'organisation des enseignements. Ces conventions ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées par le président de l'UPF et votées par le CA de l'UPF
- prépare un document d'orientation politique et budgétaire. Ce rapport est présenté aux instances délibératives de l'UPF au cours du troisième trimestre de l'année civile
- propose une liste de membres des jurys d'examen au président de l'UPF pour les formations soumises à examen dispensées dans l'école supérieure du professorat et de l'éducation et, le cas échéant
- est ordonnateur des recettes et des dépenses pour l'ESPE. Le budget de l'école est approuvé par le CA de l'UPF, qui peut l'arrêter lorsqu'il n'est pas adopté par le conseil de l'école ou n'est pas voté en équilibre réel.

Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique contribue à la réflexion sur les grandes orientations relatives à la politique partenariale et aux activités de formation et de recherche de l'école.

L'ESPE dispose, pour tenir compte des exigences de son développement, d'un budget propre intégré au budget de l'UPF dont elle fait partie (service à comptabilité distincte).

Article 10 : La bibliothèque universitaire

L'UPF est dotée d'une bibliothèque universitaire, dirigée par un directeur et administrée par un conseil. Elle intègre la médiathèque de l'ESPE. Ses statuts sont validés par le conseil d'administration de l'université.



TITRE 3 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ

Article 11 : Gouvernance

Le président de l'université par ses décisions, le conseil d'administration par ses délibérations et le conseil académique, par ses délibérations et avis, assurent l'administration de l'université. (L712-1 et L773-2).

En outre, le conseil d'administration met en place les organes nécessaires au pilotage stratégique de l'établissement et à la participation des étudiants et des personnels.

Sous-titre 1 : Organes prévus par la loi

Chapitre 1 : Le président de l'université

Article 12 : Rôle et attributions du président (L712-2)

Le président assure la direction de l'université. A ce titre :

- 1° Il préside le conseil d'administration, prépare et exécute ses délibérations. Il prépare et met en œuvre le contrat pluriannuel d'établissement
- 2° Il représente l'université à l'égard des tiers ainsi qu'en justice, conclut les accords et les conventions
- 3° Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'université
- 4° Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'université
Il affecte dans les différents services de l'université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de représentants de ces personnels dans des conditions fixées par les statuts de l'établissement. Ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service recrutés par concours externe ou interne lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage.
- 5° Il nomme les différents jurys sauf si une délibération du conseil d'administration prévoit que les compétences relatives aux jurys d'examen sont exercées par les directeurs des composantes de l'université
- 6° Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État
- 7° Il est responsable de la sécurité dans l'enceinte de son établissement et assure le suivi des recommandations du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail permettant d'assurer la sécurité des personnels et des usagers accueillis dans les locaux
- 8° Il exerce, au nom de l'université, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi ou le règlement
- 9° Il veille à l'accessibilité des enseignements et des bâtiments aux personnes handicapées, étudiants et personnels de l'université
- 10° Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission "égalité entre les hommes et les femmes"

Le président peut exercer, par délégation, certaines des compétences attribuées au conseil d'administration par l'article L712-3 du code de l'éducation, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation. Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les décisions modificatives du budget.

Article 13 : Élection du président (L712-2)

Le président de l'université est élu par l'ensemble des membres du CA (représentants élus des personnels et des usagers et personnalités extérieures) à la majorité absolue des membres.



L'élection du président de l'université ne peut avoir lieu que si plus de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est présente.

Le président de l'université est élu parmi les enseignants-chercheurs, les chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences, associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés sans condition de nationalité.

L'élection est organisée sous la responsabilité du Directeur Général des Services de l'établissement, qui s'assure de l'éligibilité des candidats, de la diffusion des candidatures et des éventuelles professions de foi, ainsi que du respect de l'ensemble des règles relatives au processus électoral.

Les candidats à la présidence doivent faire acte de candidature, au plus tard huit jours avant la date prévue pour le premier tour de scrutin, auprès de la direction générale des services de l'université.

Pour l'élection du président de l'université, le président en exercice, ou à défaut, en cas de vacance constatée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, le doyen d'âge des représentants des enseignants-chercheurs et assimilés siégeant au conseil d'administration convoque le conseil d'administration 15 jours avant la date du scrutin.

La séance du conseil d'administration ainsi convoqué est présidée par le doyen d'âge des enseignants-chercheurs et assimilés siégeant au conseil d'administration, à la condition qu'il ne soit pas lui-même candidat.

Si à l'issue du troisième tour de scrutin, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des membres en exercice, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans les huit jours. De nouvelles candidatures peuvent alors être présentées, avant la séance ou au cours de la séance.

Article 14 : Mandat du Président – empêchement – cessation de fonctions

Le mandat, d'une durée de quatre ans, expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil d'administration. Il est renouvelable une fois (L712-2).

En l'absence de dispositions particulières prévues par les textes législatifs ou réglementaires régissant l'établissement ou ses personnels, la limite d'âge du président et des personnes qui, quel que soit leur titre, exercent la fonction de chef d'établissement est fixée à soixante-huit ans. Ils peuvent rester en fonctions jusqu'au 31 août suivant la date à laquelle ils ont atteint cet âge (L711-10).

Les fonctions de président d'université sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur de composante, d'école ou d'institut ou de toute autre structure interne de l'université et avec celles de dirigeant exécutif de tout EPSCP ou de l'une de ses composantes ou structures internes. (712-2).

La démission concomitante des deux tiers des membres titulaires du conseil d'administration ou l'annulation des élections dans un ou plusieurs collèges de représentants des personnels et des étudiants correspondant aux deux tiers des membres élus titulaires du conseil d'administration emportent la dissolution du conseil d'administration et du conseil académique et la fin du mandat du président de l'université (L719-1).

En cas d'empêchement temporaire, les fonctions du président sont assurées par le vice-président du conseil d'administration.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu par le conseil d'administration en exercice pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Dans l'attente de l'élection du nouveau président, le Ministre chargée de l'Enseignement Supérieur peut nommer un administrateur provisoire si les circonstances le justifient. L'administrateur provisoire dispose de l'intégralité des pouvoirs attachés aux fonctions qui lui sont confiées, et peut déléguer sa signature dans les mêmes conditions que le titulaire de la fonction.

Jusqu'à la nomination de l'administrateur provisoire, les titulaires d'une délégation donnée par le précédent titulaire des fonctions sont compétents pour agir dans le cadre de cette délégation (article 6 du décret n°2010-1035 du 1er septembre 2010 relatif à la durée des mandats des dirigeants et au fonctionnement des organes de direction de certains des établissements publics de l'État).



Article 15 : Vice-présidents

L'université se dote:

- d'un vice-président du conseil d'administration ;
- d'un vice-président chargé de la recherche, au sein de la commission de la recherche ;
- d'un vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire, au sein de la commission de la formation et de la vie universitaire ;
- d'un vice-président étudiant, au sein du conseil académique.

Le vice-président du conseil d'administration doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur, en fonction dans l'établissement et membre du conseil d'administration. Il est élu par le conseil d'administration à la majorité absolue des membres en exercice, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Le vice-président chargé de la recherche doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement et membre de la commission recherche du conseil académique. Il est élu à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la recherche, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Le vice-président chargé de la formation et de la vie universitaire doit être enseignant-chercheur, enseignant ou chercheur en fonction dans l'établissement et membre de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique. Il est élu, à la majorité absolue des membres en exercice, par la commission de la formation et de la vie universitaire, sur proposition du président, pour la durée du mandat du président.

Ils sont élus à la majorité absolue des membres du conseil d'administration, la majorité des membres étant présente.

Le vice-président étudiant du conseil académique est élu par le conseil académique parmi les membres élus étudiants de la commission de la formation et de la vie universitaire.

D'autres vice-présidences, limitées à deux, peuvent être instituées par le conseil d'administration sur proposition du président pour assurer des responsabilités particulières précisées par délibération du conseil d'administration.

Leurs fonctions cessent en même temps que leur mandat au conseil dont ils sont issus. En cas d'empêchement temporaire, les fonctions de vice-président peuvent être assurées par un chargé de mission désigné par le président de l'université, après avis du conseil d'administration.

Dans le cas où un vice-président cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit, un nouveau vice-président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Le président peut, en outre, nommer auprès de lui des chargés de mission, sur la base d'une lettre de mission, afin de l'assister dans la mise en place de la politique de l'établissement. Il en informe le conseil d'administration.

Article 16 : Bureau et bureau élargi

Le président est assisté par un bureau qui est chargé de lui apporter ses conseils (L712-2). Ce bureau, qui se réunit au moins une fois par mois, comprend le président et les vice-présidents.

Le mandat des membres du bureau est identique à celui du président de l'université. Les avis du bureau, quelle que soit sa formation, sont pris à la majorité des suffrages exprimés.

Les membres du bureau, auxquels sont adjoints le Directeur général des services et l'Agent comptable de l'université, forme la commission d'appel d'offres de l'établissement.

En formation élargie, le bureau participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique. Il est convoqué autant que de besoin.

Cette instance de consultation et de pilotage est composée des membres du bureau, ainsi que des membres de droit suivants : le directeur général des services, les directeurs de départements, de laboratoires, de l'école doctorale, de l'ESPE et de la bibliothèque universitaire.

Le président peut inviter toute personne dont il juge la présence nécessaire.



Il est présidé par le président de l'université ou, en cas d'absence ou d'empêchement ou à sa demande, par le vice-président du conseil d'administration.

Le bureau élargi :

- est saisi de toutes questions notamment en matière pédagogique, scientifique, documentaire, administrative, financière et statutaire. Il reçoit les informations du président, débat des orientations générales et donne son avis notamment sur les questions portées à l'ordre du jour du conseil d'administration
- est informé des questions relatives à la préparation et à l'exécution des délibérations budgétaires et aux comptes de l'université. Il donne ses avis en prenant en compte la logique de performance
- est consulté sur les choix budgétaires, notamment sur la répartition des moyens alloués par le ministère entre les composantes et les services communs
- donne son avis sur le volet performance, notamment sur le choix des indicateurs de pilotage financier et patrimonial de l'établissement et sur les résultats qu'ils présentent
- est informé des résultats financiers et de l'exécution budgétaire
- examine le projet de rapport annuel d'activité et de performance que le président doit présenter au conseil d'administration
- est associé à la préparation du débat d'orientation budgétaire

Article 17 : Délégation de signature

Le président peut déléguer sa signature aux vice-présidents du conseil d'administration, aux membres élus du bureau âgés de plus de dix-huit ans, au directeur général des services et aux agents de catégorie A placés sous son autorité.

Il peut en outre déléguer sa signature, pour les affaires les concernant, aux directeurs des départements et de l'ESPE ainsi qu'aux responsables de services, et d'unités de recherche constitués avec d'autres établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche.

Le délégataire ne peut pas subdéléguer sa signature.

Chapitre 2 : Le conseil d'administration

Article 18 : Rôle et attributions du conseil d'administration (L712-3 IV)

1° Il approuve le contrat d'établissement de l'université ;

2° Il vote le budget et approuve les comptes ;

3° Il approuve les accords et les conventions signés par le président de l'établissement et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;

4° Il adopte le règlement intérieur de l'université ;

5° Il fixe, sur proposition du président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents ;

6° Il autorise le président à engager toute action en justice ;

7° Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;

7° bis Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au



regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1 ;

8° Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier en application du V de l'article L. 712-6-1 ;

9° Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.

Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 19 : Composition du Conseil d'administration (L712-3 et L773-2)

Le conseil d'administration de l'université de la Polynésie française est composé de 30 membres ainsi répartis :

- 14 représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs dont :
 - o 7 professeurs des universités et personnels assimilés
 - o 7 autres enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs
- 4 représentants des étudiants, des personnes inscrites en formation continue, et des fonctionnaires stagiaires de l'ESPE
- 4 représentants des personnels BIATSS
- 8 personnalités extérieures, à parité de femmes et d'hommes

Le nombre des membres du conseil d'administration est augmenté d'une unité lorsque le président est choisi hors du conseil. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le Haut-Commissaire de la République et le Vice-recteur de la Polynésie française assistent aux séances du conseil d'administration. Le représentant du ministre chargé de l'outre-mer peut y assister en tant que de besoin.

Le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut assister ou se faire représenter aux séances du conseil d'administration.

Le directeur général des services et l'agent comptable participent de droit avec voix consultative aux séances.

Le président peut proposer aux administrateurs d'inviter toute personne susceptible d'apporter sa contribution aux débats à participer à une séance du conseil.

Le mandat des membres du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président.

Article 20 : Élection des représentants des personnels

Pour les élections des personnels au conseil d'administration, il est établi une circonscription unique.

Pour les élections des représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, chaque liste de candidats assure la représentation de deux grands secteurs de formation enseignés à l'université à savoir :

- Droit, économie - gestion (groupes 1 et 2 du C.N.U.)



- Lettres, langues et sciences humaines (groupes 3a, 3b, 4a, 4b, 14a, 14b et 20 du C.N.U.)
- Sciences – Technologie – Santé (groupes 5a, 5b, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du C.N.U.)

Chaque liste est composée alternativement de candidats de chaque sexe.

Pour ces élections, les enseignants-chercheurs et les enseignants affectés à l'ESPE ainsi que les vacataires qui ont la qualité d'électeur, sont rattachés aux grands domaines de formation dans lesquels ils interviennent.

Les maîtres-formateurs intervenants à l'ESPE sont rattachés au secteur Lettres, langues et sciences humaines.

L'élection des représentants des personnels, s'effectue par collèges distincts au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle au plus fort reste, avec possibilité de listes incomplètes et sans panachage.

Pour l'élection des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés au conseil d'administration de l'université, il est attribué dans chacun des collèges deux sièges à la liste qui a obtenu le plus de voix. Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Par dérogation à l'art. L719-1, les représentants des enseignants-chercheurs, sont éligibles au conseil d'administration et au conseil académique.

Le renouvellement des mandats des personnels intervient tous les quatre ans. Lorsqu'un représentant des personnels perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par le candidat de la même liste venant immédiatement après le dernier candidat élu. En cas d'impossibilité, il est procédé, pour la durée du mandat restant à courir, à une élection partielle dans le courant du premier semestre de l'année universitaire suivant la vacance du siège.

Article 21 : Élection des représentants des usagers

Pour les élections des usagers, étudiants et personnes en formation continue et fonctionnaires stagiaires de l'ESPE au conseil d'administration il est établie une circonscription unique. Chaque liste de candidats assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation. Pour chaque représentant, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

L'élection des représentants des usagers s'effectue au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle au plus fort reste, avec possibilité de listes incomplètes et sans panachage. Les représentants des usagers sont élus au scrutin secret et au suffrage direct. Leur mandat est de 2 ans.

Chaque liste est composée alternativement de candidats de chaque sexe.

Lorsqu'un représentant titulaire des usagers perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par son suppléant qui devient titulaire (L719-1). En cas d'impossibilité, il est procédé, pour la durée du mandat restant à courir, à une élection partielle dans le courant du premier semestre de l'année universitaire suivant la vacance du siège.

Article 22 : Désignation des personnalités extérieures (L712-3 II ; L773-2)

Les 8 sièges attribués aux personnalités extérieures siégeant au conseil d'administration sont répartis comme suit :

1° 3 représentants de la Polynésie française

2° 1 représentant de l'IRD, désigné en son sein par l'IRD

3° 4 personnalités désignées après un appel public à candidatures par les membres élus du conseil et les personnalités désignées aux 1° et 2° :

- 1 personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise
- 1 représentant des organisations représentatives des salariés



- 1 représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés
- 1 représentant d'un établissement d'enseignement secondaire

Au moins une des personnalités extérieures désignées au 3° a la qualité d'ancien diplômé de l'UPF.

Le choix final des personnalités mentionnées au 3° tient compte de la répartition par sexe des personnalités désignées aux 1° et 2° afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration.

Les personnalités extérieures sont nommées pour la durée du mandat du président.

Chapitre 3 : Le conseil académique

Article 23 : Conseil académique (L712-4)

Le conseil académique (CAc) regroupe les membres de la commission de la recherche mentionnée à l'article L712-5 et de la commission de la formation et de la vie universitaire mentionnée à l'article L712-6. Le conseil académique est composé de 40 membres qui sont répartis entre la commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire.

Les décisions du conseil académique comportant une incidence financière sont soumises à approbation du conseil d'administration. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les délibérations, avis et recommandations du conseil académique, de ses commissions et sections sont pris à la majorité des suffrages exprimés.

Le président de l'université préside le conseil académique. À ce titre, il préside la commission de la formation et de la vie universitaire et la commission de la recherche. Il est assisté par un vice-président élu, sur sa proposition, par chacune des commissions du conseil.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le directeur général des services et l'agent comptable de l'UPF assistent de droit aux réunions de ce conseil, à titre consultatif.

Le président peut proposer d'inviter à participer à une séance toute personne susceptible d'apporter sa contribution aux débats.

Le conseil académique en formation plénière assure la cohérence et l'articulation entre les politiques de formation et de recherche (III de L712-6-1).

Il propose au conseil d'administration un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap.

Il est consulté sur toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants.

Il est consulté ou peut émettre des vœux sur :

- les orientations des politiques de formation, de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, de documentation scientifique et technique
- la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs vacants ou demandés
- la demande d'accréditation mentionnée à l'article L613-1
- le contrat d'établissement

Article 24 : Commission de la recherche du CAc

La commission de la recherche comprend 20 membres :

Collège 1 : 5 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés assurant la représentation des trois secteurs de formation



Collège 2 : 3 représentants des personnels habilités à diriger des recherches et ceux titulaires du doctorat d'État (doctorat antérieure à la loi n°84-52 du 26 janvier 1984) ne relevant pas des catégories précédentes, représentant au moins deux secteurs de formation

Collège 3 : 2 représentants des personnels pourvus d'un doctorat autre que d'université ou d'exercice (doctorat postérieur à la loi n°84-52 du 26 janvier 1984, doctorat de 3^e cycle selon la réglementation antérieure à ladite loi n°84-52, et docteur-ingénieur selon la réglementation antérieure à ladite loi n°84-52) n'appartenant pas aux deux collèges précédents, représentant au moins deux secteurs de formation

Collège 4 : 1 représentant des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés

Collège 5 : 2 représentant des ingénieurs ou techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents

Collège 6 : 1 autre personnel. Ce collège comprend tous les personnels mentionnés à l'article D719-4 n'appartenant pas aux collèges précédents

Collège 7 : 2 doctorants représentant au moins deux secteurs de formation

Collège 8 : 4 personnalités extérieures

- 2 personnalités désignées par le Gouvernement de la Polynésie française
- 1 personnalité appartenant à un autre établissement de recherche ou d'enseignement supérieur de la Polynésie française ou de la zone pacifique, nommée par les organismes désignés par le conseil
- une personnalité extérieure désignée par la commission de la recherche, sur proposition du vice-président de la commission

La commission de la recherche participe à l'élaboration de la politique de recherche et de valorisation.

À ce titre, la commission (II de L712-6-1) :

- répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration
- fixe les règles de fonctionnement des laboratoires
- adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle
- est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche
- est consultée sur les critères de choix des bénéficiaires de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche ainsi que sur le barème afférent au sein duquel s'inscrivent les attributions individuelles

Article 25 : Commission de la formation et de la vie universitaire du Cac

La commission de la formation et de la vie universitaire comprend 20 membres :

Collège A : 8 représentants des enseignants-chercheurs dont :

- 4 professeurs des universités et personnels assimilés, dont au moins 1 par grand secteur de formation
- 4 autres enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, dont au moins 1 par grand secteur de formation

Collège B : 8 représentants des étudiants dont au moins un de formation continue, dont au moins 2 par grand secteur de formation

Collège C : 2 représentants des personnels BIATSS

Collège D : 2 personnalités extérieures désignées par la commission de la formation, sur proposition du vice-président de la commission

La commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique est consultée sur les programmes de formation des composantes (I de L712-6-1).

Elle adopte :

1° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ;



2° Les règles relatives aux examens ;

3° Les règles d'évaluation des enseignements ;

4° Des mesures recherchant la réussite du plus grand nombre d'étudiants ;

5° Les mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et de la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active et à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants, ainsi que les mesures de nature à améliorer les conditions de vie et de travail, notamment les mesures relatives aux activités de soutien, aux œuvres universitaires et scolaires, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation et à l'accès aux ressources numériques ;

6° Des mesures visant à promouvoir et développer des interactions entre sciences et société, initiées et animées par des étudiants ou des enseignants-chercheurs, au sein des établissements comme sur le territoire de rayonnement de l'établissement ;

7° Les mesures nécessaires à l'accueil et à la réussite des étudiants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé, conformément aux obligations incombant aux établissements d'enseignement supérieur au titre de l'article L. 123-4-2.

La commission de la formation et de la vie universitaire est consultée et émet un avis sur :

- les programmes de formation des composantes
- la création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants

La commission peut être consultée sur :

- les demandes d'accréditation des diplômes, aux vues de l'intérêt pédagogique de ces formations, de leur impact pour les milieux économiques et sociaux et de leurs coûts prévisionnels de fonctionnement
- le volet formation des rapports d'activité et sur la cohérence des projets d'orientation des composantes de pilotage intermédiaires et transversales et du comité des écoles doctorales
- la détermination des besoins prioritaires en termes d'infrastructures

Article 26 : Section du CAC compétente à l'égard des relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs (IV de L712-6-1)

En formation restreinte aux enseignants-chercheurs, le CAC est l'organe compétent, mentionné à l'article L. 952-6 du code de l'Éducation, pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs.

Il délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche.

Lorsqu'il examine en formation restreinte des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs, autres que les professeurs des universités, il est composé à parité d'hommes et de femmes et à parité de représentants des professeurs des universités et des autres enseignants-chercheurs, dans des conditions précisées par décret.

Article 27 : Sections disciplinaires du CAC

Le pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs, enseignants et usagers est exercé en premier ressort par le conseil académique de l'établissement constitué en sections disciplinaires.

Les présidents des sections disciplinaires sont des professeurs des universités ; ils sont élus au sein de chaque section par l'ensemble des enseignants-chercheurs membres de la section.

La section disciplinaire comporte une formation compétente à l'égard des usagers, et une formation à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants, conformément aux articles D712-9 et suivants du Code de l'éducation.



Article 28 : Élection des membres du conseil académique (L719-1)

L'élection des membres du CAC intervient tous les quatre ans, en même temps que l'élection des membres du Conseil d'administration, sauf pour les représentants étudiants dont le mandat est de deux ans.

Les élections s'effectuent par commission (commission de la recherche, et commission de la formation et de la vie universitaire), au scrutin secret par collèges distincts et au suffrage direct.

Par dérogation à l'article L.719-1, les représentants des enseignants-chercheurs, membres du conseil d'administration, peuvent siéger au conseil académique.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour chaque représentant des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire ; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

Article 29 : Comité électoral consultatif (D719-3)

Pour l'ensemble des opérations d'organisation des élections, le Président de l'UPF est assisté d'un comité électoral consultatif comprenant président, le vice-président du conseil d'administration, les vice-présidents, le directeur général des services, un enseignant-chercheur, un étudiant et un représentant du personnel BIATSS désignés en son sein, par le conseil d'administration après appel à candidature. Le chargé des affaires juridiques assiste à ses réunions en qualité d'expert.

Sous-titre 2 : Instances professionnelles

Article 30 : Comité technique

Il est créé à l'université de la Polynésie française, un comité technique (CT) présidé par le chef d'établissement, régi par le décret n°2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État.

Ce comité comprend :

- le président et le directeur général des services au titre de l'administration. Le directeur des ressources humaines assiste aux séances du comité.
- quatorze représentants élus des personnels (sept titulaires et sept suppléants). Seuls les membres élus titulaires ont voix délibérative.

Le comité technique est consulté, sur les questions et projets de textes relatifs :

- à l'organisation et au fonctionnement de l'université ;
- à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des administrations, établissements ou services et à leur incidence sur les personnels ;
- aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ;
- à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ;
- à l'insertion professionnelle ;
- à l'égalité professionnelle, la parité et à la lutte contre toutes les discriminations.

Il est également consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement. Un bilan de la politique sociale de l'établissement lui est présenté chaque année (L951-1-1).

Le comité technique bénéficie du concours du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail dans les matières relevant de sa compétence et peut le saisir de toute question.

Article 31 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) est créé au sein de l'université de la Polynésie française, régi par les dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction



publique et du décret n°2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Outre les attributions définies au titre IV du décret du 28 mai 1982, le CHSCT procède à l'analyse des risques auxquels peuvent être exposés les usagers de l'établissement.

Ce comité comprend le président et le directeur général des services au titre de l'administration et quatorze représentants élus des personnels (sept titulaires et sept suppléants). Le directeur des ressources humaines assiste aux séances du comité.

Le médecin de prévention, l'assistant ou le conseiller de prévention et l'inspecteur santé et sécurité assistent aux séances du comité. Lorsqu'il se réunit en formation élargie, le comité comprend également les quatre représentants des usagers (deux titulaires et deux suppléants).

Les représentants des personnels sont désignés librement par les organisations syndicales sur la base des résultats obtenus aux élections du Comité technique.

Les représentants des usagers sont désignés librement par les organisations étudiantes sur la base des résultats obtenus aux élections du conseil d'administration.

Le mandat des représentants des personnels est de 4 ans. Le mandat des représentants des usagers est de 2 ans.

Le CHSCT se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent, et au minimum trois fois par an.

Article 32 : Commissions paritaires d'établissement

Les commissions paritaires d'établissement (CPE) sont régies par le décret n°99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur.

Les CPE sont consultées sur les décisions individuelles concernant les membres appartenant aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation, aux corps de l'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, et aux corps des personnels des bibliothèques, affectés à l'établissement et sur les affectations à l'établissement des membres de ces corps.

L'accès, par inscription sur une liste d'aptitude ainsi que l'avancement de grade et les réductions de l'ancienneté moyenne pour un avancement d'échelon font l'objet d'une proposition du président de l'UPF, qui recueille l'avis de la commission paritaire d'établissement ; ces mesures sont prononcées par le ministre après consultation de la commission administrative paritaire.

Les CPE préparent les travaux des commissions administratives paritaires des corps dont elles relèvent.

Les CPE comprennent en nombre égal, des représentants élus des personnels affectés dans l'établissement et des représentants de l'administration désignés par le président.

Article 33 : Commission consultative paritaire compétente à l'égard des contractuels de l'UPF

La Commission est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles applicables aux contractuels de l'UPF, relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Elle peut en outre être consultée sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents.

La commission comprend 6 représentants de l'administration (3 titulaires et 3 suppléants) et 6 représentants du personnel (3 titulaires et 3 suppléants). Chaque représentant titulaire a le droit de vote. Les suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Les représentants du personnel sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage.

Au moins deux représentants titulaires et 2 représentants suppléants du personnel sont des personnels contractuels de l'UPF.

Sont électeurs tous les personnels contractuels de l'UPF. Sont éligibles tous les agents de l'UPF, contractuels ou titulaires.



Les listes de candidature peuvent être incomplètes, à condition de présenter au moins 3 candidats dont 2 contractuels de l'UPF. Chaque tête de liste doit être un contractuel de l'UPF.

Les modalités d'organisation de l'élection sont définies par arrêté du Président de l'UPF.

Les avis de la commission sont rendus à la majorité des suffrages exprimés.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Article 34 : Révision des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du président de l'université ou du tiers des membres du conseil d'administration. Toute proposition de modification des statuts doit être portée à la connaissance des membres du conseil un mois avant la séance où cette proposition viendra en discussion. Elle doit être adoptée à la majorité absolue des membres en exercice du conseil d'administration (L711-7).

Article 35 : Dispositions transitoires

Le conseil d'administration, le conseil académique et le président d'université sont désignés conformément aux dispositions des présents statuts à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil d'administration en exercice, soit le 16 avril 2017.

Jusqu'à l'échéance mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration et le conseil scientifique exercent leurs compétences dans les conditions prévues par les articles L. 712-3, L. 712-4, L. 712-5, L. 712-6, L. 773-2, L. 774-2, L. 811-5, L. 952-6-1 et L. 952-7 du code de l'éducation dans leur rédaction antérieure à la loi du 22 juillet 2013 et de l'ordonnance du n°2015-24 du 14 janvier 2015 portant extension et adaptation en Polynésie française. Jusqu'à cette même date, le conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs est l'organe compétent mentionné à l'article L952-6 du code de l'éducation pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs. Il délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche. Les sections disciplinaires du conseil d'administration restent en fonctions jusqu'à l'échéance du mandat des membres du conseil d'administration en exercice à la date de publication de la présente loi. Le conseil d'administration est compétent pour procéder à leur renouvellement jusqu'à la désignation des membres du conseil académique conformément aux articles L712-4, L712-5, L712-6, L773-2 et L774-2 du code de l'éducation, dans leur rédaction résultant de la loi du 22 juillet 2013 susvisée et de l'ordonnance du n°2015-24 du 14 janvier 2015.

